



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de l'administration pénitentiaire**

Poursuite de l'expérimentation du contrôle judiciaire avec placement du conjoint violent

Lot 10 : DSPOM

Acte d'Engagement

Code de la commande publique

*(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019
portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)*

*Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services
spécifiques (1) JORF n° 0077 du 31 mars 2019*

Cadre réservé au pouvoir adjudicateur

Numéro de marché : 25PS5006-L010

Cadre réservé au pouvoir adjudicateur

Date de notification :

- ☐ Date de réception indiquée sur l'AR :
- ☐ Date de réception indiquée sur la plateforme PLACE :
- ☐ Date d'accusé de réception par courriel du titulaire :

Numéro d'engagement juridique (EJ) :

Imputation budgétaire :

Années d'imputation : 2025-2027

Code de programme : 107

Autres informations :

Codes CPV :

75231200-6 Services liés à la détention ou à la réhabilitation de criminels

75231240-8 Services de réinsertion

75231210- 9 à 75231230-5 Services liés à l'administration pénitentiaire

75241000 Services de sécurité publique

N° activité : Dépenses réinsertion : GP 010703010102

N° domaine fonctionnel : 0107-01

N° d'axe d'analyse : 10-AP1070830-PE

N° GM : 35.03.07 Frais hôtel et hébergement

N° GM : 45.05.07 Autres prestations et services

I – IDENTIFICATION DES PARTIES

I.1 - Pouvoir adjudicateur :

Le Ministère de la Justice, Direction de l'Administration Pénitentiaire, dont le siège est situé : 13 Place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01, dûment représentée par Monsieur le Directeur de l'Administration Pénitentiaire.

Identité et qualité du signataire : Le représentant du Pouvoir Adjudicateur

Personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-59 et R.2391-28 du code de la commande publique :

Pôle achats – Bureau de la performance (PS5)

Direction de l'Administration Pénitentiaire

13, place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

Courriel : marche-public.dap@justice.gouv.fr

Désignation des comptables assignataires

<i>Adresse postale des comptables assignataires de paiement</i>	
Administration centrale	Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel 13 Place Vendôme 75042 PARIS CEDEX 01
Guadeloupe	Direction Régionale des Finances Publiques de la MARTINIQUE Service exécutant : DAPFUGU972 Jardin Desclieux BP 654 et 655 - 97263 FORT-DE-FRANCE Cedex
Guyane	
Martinique	
Saint-Pierre-et-	

Miquelon	
La Réunion Mayotte	Direction régionale des finances publiques de la REUNION Service exécutant : DAPPGU974 7 avenue André-Malraux - 97705 SAINT-DENIS Cedex 9
Nouvelle- Calédonie	Direction des Finances Publiques (DFIP) de la NOUVELLE-CALEDONIE Service exécutant : DAPPGU988 9 bis, rue de la République - BP C5 - 98844 NOUMEA Cedex
Polynésie Française	Direction des finances publiques en Polynésie française Service exécutant : DSJPGU987 Immeuble « Résidence Anne-Marie Javouhey » PAPEETE, Polynésie française

Les modifications des adresses ci-dessus, ne sont pas constatées par voie d'avenant.

I.2 - Identification du titulaire :

Je soussigné(e)¹,

agissant au nom et pour le compte de

au capital de

ayant son siège social :

numéro de téléphone :

courriel :

Immatriculé :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- code d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés

Dans le cas d'un groupement solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement au sens de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique.

(à compléter par le candidat)

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

¹ A renseigner par le titulaire

☐ groupement conjoint avec mandataire solidaire

II - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et accepter les clauses figurant dans les différentes pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (pièce non jointe) ;
- Le cadre de réponses techniques remis dans l'offre ;
- Les bons de commande et les ordres de service ;

- Tout document déposé avec l'offre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuelles actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

Les originaux du marché et de la proposition définitive du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l'administration.

Les modifications relatives aux rubriques « imputation budgétaire » ou « autres informations » de la première page du présent document sont internes à l'administration et ne donnent pas lieu à l'établissement d'un avenant.

III - OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ

III.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la poursuite de l'expérimentation du contrôle judiciaire avec placement du conjoint violent.

III.2 Déroulement du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

Le marché est mono-attributaire.

III.3 Durée du marché – délais d'exécution

Le démarrage des prestations sera indiqué dans la décision de notification et ne pourra intervenir au plus tôt qu'un mois après la notification.

Le marché est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois. Le marché prévoit quatre reconductions tacites d'une durée de trois (3) mois chacune.

Ces reconductions tacites s'imposent au titulaire et il ne peut pas s'y opposer.

Les conditions d'exécution sont fixées à l'article 2.6 du CCAP joint à la consultation.

III.4 Montants du marché / avance

III.4.1 Montant du marché

Les prix des prestations sont réputés révisables et sont indiqués dans l'annexe financière, jointe à l'offre du candidat.

Les modalités de révision des prix sont précisées à l'article 6.4 du Cahier des clauses administratives particulières joint à la consultation.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la facturation.

Le prix est réputé complet et comprend tous les frais nécessaires pour l'exécution du contrat, ainsi que l'ensemble des frais de gestion, reproduction et envoi des livrables et de déplacement des intervenants et charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

III.4.2 Montants estimatifs et maximaux du marché

Le montant estimatif annuel du lot s'élève à 160 000€ HT ou 192 000€ TTC.

En prenant en compte des conclusions de l'arrêt Simonsen & Well A/S, Aff.C-23/20 du 17 juin 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) relatif à la fin des accords-cadres sans montant maximal, le marché présent est conclu avec un montant maximal.

Le montant maximal du lot pour la durée totale du marché s'élève à 1 280 000€ HT ou 1 536 000€ TTC.

Conformément à la jurisprudence de la CJUE, dès que la limite de ce montant maximal fixé pour la durée totale du marché est atteinte, le présent accord-cadre cesse de produire ses effets.

III.4.3 Quantités minimales du marché

Le marché comporte une quantité minimale uniquement pour la prestation de prise en charge matérielle et fonctionnelle. Ce minimum est de quinze (15) unités pour l'hébergement réservé (HEB).

III.4.3 Avance

- **Versement de l'avance au titulaire**

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

- **Montant de l'avance**

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la partie des prestations qui ne sont pas confiées à des sous-traitants et qui ne donnent pas lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du marché.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

- **Modalités de versement de l'avance**

Le règlement de l'avance interviendra dans les 60 jours à compter de la notification du marché.

- **Versement d'une avance au sous-traitants admis au paiement direct**

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par le code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une part de marché postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

- **Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R.2191-11 du code de la commande publique et dans les conditions décrites à l'article R.2191-12 du code de la commande publique.

- **Choix du titulaire**

S'agissant du bénéfice de l'avance, le titulaire précise son choix :

☐ J'accepte de bénéficier de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique

☐ Je renonce au bénéfice de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique conformément à l'article R. 2191-5

III.5 Compte bancaire à créditer / RIB

Les sommes dues au titre du présent marché seront libérées par virements dont le RIB est annexé par le titulaire au présent marché.

Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier et fournir le RIB correspondant à l'attention du service en charge du suivi contractuel et administratif coordinateur du marché désigné dans le CCAP.

III – OBLIGATIONS LEGALES ET ENGAGEMENT

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R.2143-7 à R.2143-10 du code de la commande publique, ainsi que les documents **à l'article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP** et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché,

Et après avoir fourni, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies,

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles.

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR²

Je, soussigné (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

SI L'ENTREPRISE EST ÉTABLIE EN FRANCE :

- Atteste sur l'honneur avoir déposé auprès de l'administration fiscale à la date de la présente attestation, l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- Atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (bulletin de salaire), et L.1221-10 (déclaration nominative préalable d'embauche) du code du travail,
- Atteste sur l'honneur que³ :

☐ Je / la société que je représente n'emploie pas des salariés étrangers.

☐ Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l'article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d'embauche,
- sa nationalité,
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

SI L'ENTREPRISE EST ÉTABLIE A L'ÉTRANGER :

- Atteste sur l'honneur que je / la société que je représente fourni aux salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du code du travail ou des documents équivalents,
- Atteste sur l'honneur que⁴ :

☐ Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l'exécution du marché.

☐ Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l'exécution du marché.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l'article D.8254-3 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d'embauche,
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

² En cas d'offre présentée par un groupement d'entreprises, chaque cotraitant doit remettre l'attestation sur l'honneur correspondante en annexe au présent acte d'engagement.

³ Cocher la case concernée

⁴ Cocher la case concernée

M'engage, si le marché m'est attribué, à fournir les documents listés aux articles R.2143-7 à R.2143-10 du code de la commande publique et à l'article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Signature de l'entreprise ⁵

Fait en un seul original, à....., le

Nom et qualité du signataire :

Signature numérique du signataire

Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur

Fait à, le

⁵ En cas de groupement d'entreprises, tous ses membres doivent signer l'acte d'engagement, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul le marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité tel qu'il est indiqué sur le formulaire DC4 remis dans le dossier de candidature (formulaire téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie, des finances et de la relance) : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/formulaires-marches-publics>

CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE⁶

La présente copie certifiée conforme à l'original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au code monétaire et financier en ce qui concerne⁷ :

- ☐ La totalité du marché
- ☐ La totalité du montant maximum fixé par le marché
- ☐ La totalité du montant correspondant aux bons de commande émis par la DAP au titre du présent marché
- ☐ La partie des prestations devant être exécutées par en qualité de⁸ :
 - ☐ Membre du groupement d'entreprises titulaire du marché
 - ☐ Sous-traitant présenté dans l'offre

est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

A Le

⁶ A remplir par le pouvoir adjudicateur sur la photocopie de l'acte d'engagement délivré au titulaire en exemplaire unique.
⁷ Cocher la situation concernée
⁸ Cocher la situation concernée